

Cote du document: EB 2010/101/R.60  
Point de l'ordre du jour: 15 d) i)  
Date: 1<sup>er</sup> décembre 2010  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## Rapport du Président

### Proposition de prêt à l'État de la Paraíba en République fédérative du Brésil pour le

### Projet de développement durable dans les régions de Cariri et Seridó (PROCASE)

#### Note pour les représentants au Conseil d'administration

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Iván Cossio**  
Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2343  
courriel: [i.cossio@ifad.org](mailto:i.cossio@ifad.org)

##### Transmission des documents:

**Liam F. Chicca**  
Fonctionnaire responsable  
des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2462  
courriel: [l.chicca@ifad.org](mailto:l.chicca@ifad.org)

Conseil d'administration — Cent unième session  
Rome, 14-16 décembre 2010

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>i</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>ii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iii</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Le projet</b>	<b>1</b>
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	4
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	5
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	6
K. Durabilité	6
<b>II. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>6</b>
<b>III. Recommandation</b>	<b>6</b>
<b>Annexe</b>	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
<b>Appendices</b>	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

## Sigles et acronymes

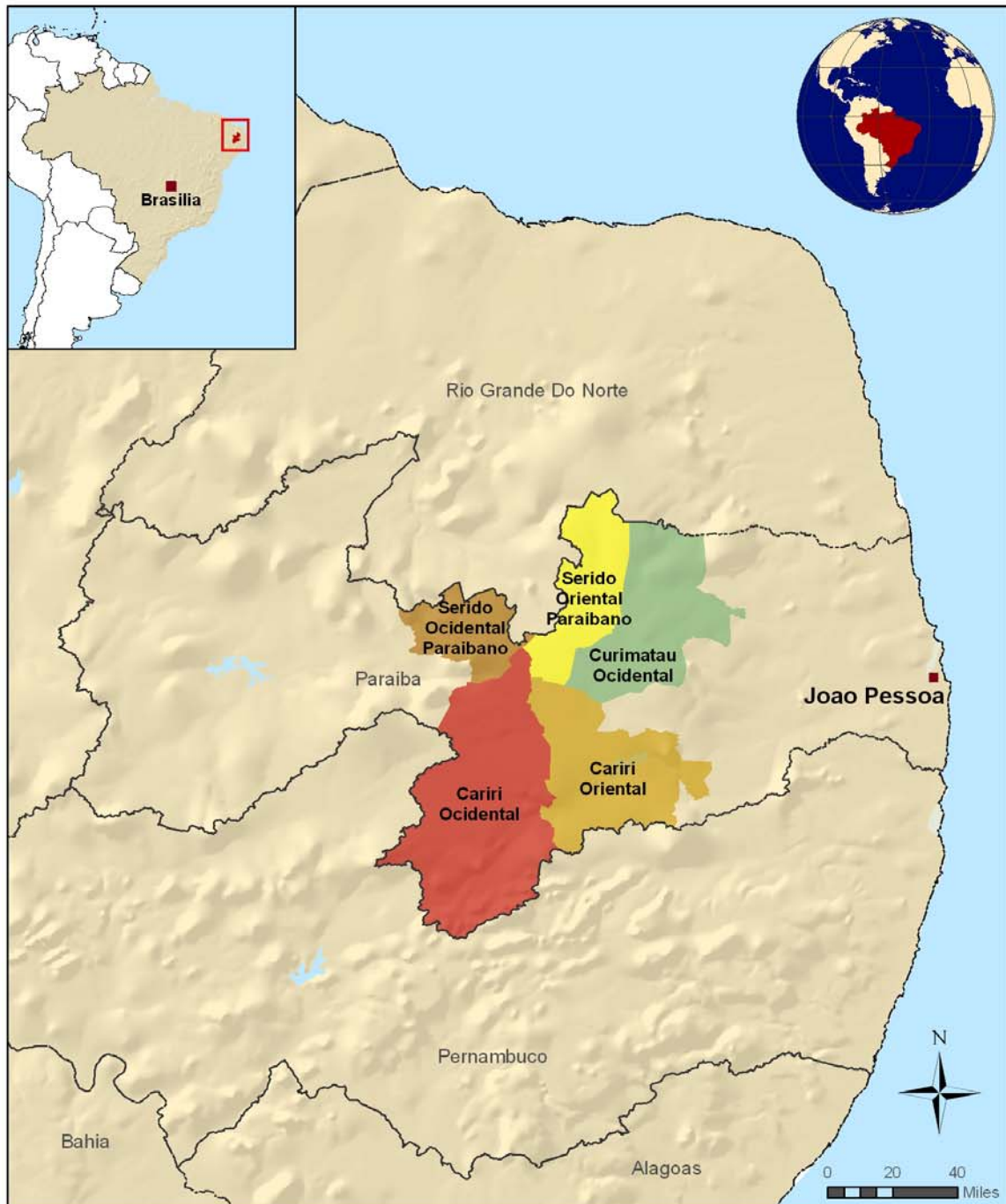
EMATER	Entreprise d'État d'assistance technique et de vulgarisation rurale
EMEPA-PB	Entreprise de recherche agricole de l'État de la Paraíba
PRONAF	Programme national pour le renforcement de l'agriculture familiale
SECTMA	Secrétariat aux sciences, à la technologie et à l'environnement
SEDAP	Secrétariat au développement agricole et à la pêche
SETDE	Secrétariat au tourisme et au développement économique
UGP	Unité de gestion du projet

## Carte de la zone du projet

### Brazil

Cariri and Seridó Sustainable Development Project (PROCASE)

*Territories of the project area*



**Source: FIDA**

*Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.*

# État de la Paraíba en République fédérative du Brésil

## Projet de développement durable dans les régions de Cariri et Seridó (PROCASE)

### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	État de la Paraíba en République fédérative du Brésil
<b>Organisme d'exécution:</b>	Secrétariat au développement agricole et à la pêche
<b>Coût total du projet:</b>	49,69 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	16,10 millions de DTS (équivalant approximativement à 25 millions d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	15,50 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	9,19 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation pour approbation

1. En décembre 2009, le Conseil d'administration a examiné le projet proposé en faveur de l'État de la Paraíba en République fédérative du Brésil pour financer le Projet de développement durable dans les régions de Cariri et Seridó (PROCASE), présenté dans le document EB 2009/98/R.36/Rev.1, et a adopté la résolution suivante:
 

"DÉCIDE: que le Fonds fera à l'État de la Paraíba en République fédérative du Brésil un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à quinze millions cinq cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (15 550 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."
2. Le Conseil d'administration a approuvé le prêt que doit garantir la République fédérative du Brésil, sous réserve que les négociations soient achevées dans un délai de six mois à compter de l'approbation par le Conseil et que toute modification des conditions présentées à la quatre-vingt-dix-huitième session lui soit soumise lors d'une prochaine session.
3. Or les négociations ont été conclues le 21 octobre 2010, c'est-à-dire après la fin du délai fixé par le Conseil d'administration comme condition obligatoire de l'approbation du financement proposé.
4. Le Conseil d'administration est donc invité à approuver à nouveau la recommandation concernant le financement proposé en faveur de l'État de la Paraíba en République fédérative du Brésil pour financer le Projet de développement durable dans les régions de Cariri et Seridó, telle qu'elle figure au paragraphe 38, en notant que la seule modification substantielle des conditions qui lui ont déjà été présentées concerne le montant en DTS en raison des fluctuations du taux de change USD/DTS.

## Proposition de prêt à l'État de la Paraíba en République fédérative du Brésil pour le Projet de développement durable dans les régions de Cariri et Seridó (PROCASE)

### I. Le projet

#### A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. La justification de ce projet dans la région semi-aride de la Paraíba tient aux éléments suivants: i) l'incidence élevée de la pauvreté rurale; ii) le potentiel économique sous-exploité de la région; iii) le développement insuffisant des entreprises rurales tournées vers les marchés, au cours des deux dernières décennies, en raison de la priorité donnée à l'infrastructure sociale; et iv) de graves problèmes environnementaux. Par conséquent, le projet est conçu pour exploiter le potentiel économique de la région afin de développer les possibilités d'emploi et les sources de revenus durables au profit du groupe cible. Des initiatives à visée productive seront associées à des améliorations de la gestion des ressources naturelles et complétées par le renforcement du capital humain et social.

#### B. Financement proposé

##### Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à l'État de la Paraíba en République fédérative du Brésil un prêt d'un montant de 16,10 millions de DTS (équivalant approximativement

à 25 millions d'USD), à des conditions ordinaires, pour contribuer au financement du Projet de développement durable dans les régions de Cariri et Seridó (PROCASE). Le prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle.

#### **Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA**

3. L'allocation fixée pour le Brésil au titre du SAFP est de 50,41 millions d'USD sur les trois ans du cycle 2007-2009.

#### **Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État**

4. La dette extérieure de l'État de la Paraíba est gérée dans le cadre de la politique financière stricte du Gouvernement fédéral brésilien. Ce dernier a autorisé le Gouvernement de l'État de la Paraíba à emprunter 25,0 millions d'USD au FIDA et a exprimé son intention de signer un accord de garantie. L'État de la Paraíba a les capacités nécessaires pour absorber et rembourser le prêt proposé.

#### **Flux de fonds**

5. Les fonds provenant du prêt du FIDA seront déposés sur un compte géré par le Gouvernement de l'État de la Paraíba et mis à la disposition de l'organisme d'exécution et de coexécution. Les demandes de retrait sur ce compte devront être faites par la (les) personne(s) désignée(s) par le gouvernement de l'État.

#### **Modalités de supervision**

6. Le projet sera directement supervisé par le FIDA.

#### **Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA**

7. Aucune dérogation n'est envisagée.

#### **Gouvernance**

8. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) audits annuels indépendants conformément aux directives du FIDA et aux normes internationales d'audit; ii) supervision directe et appui à l'exécution par le FIDA; et iii) mécanismes transparents pour l'allocation de ressources financières aux bénéficiaires, y compris des garde-fous contre l'accaparement par les élites.

### **C. Groupe cible et participation**

#### **Groupe cible**

9. La population cible du projet est constituée d'environ 28 000 ménages ruraux pauvres, dont 25 000 petits exploitants démunis et 3 000 ménages ruraux sans terre qui se consacrent à l'artisanat, à l'extraction minière et à d'autres activités à petite échelle. Sur ce total, quelque 11 000 ménages ruraux vivent dans des conditions d'extrême pauvreté.

#### **Méthode de ciblage**

10. La stratégie de ciblage du projet est conforme à la Politique du FIDA en matière de ciblage et tient compte des enseignements tirés des précédentes interventions du Fonds. L'accent sera mis sur l'adoption de mesures appropriées pour atteindre effectivement les groupes défavorisés tels que les femmes, les jeunes et les personnes d'ascendance africaine. La stratégie s'appuiera sur des mécanismes complémentaires en fonction des activités: i) une approche axée sur la demande par le biais d'un autociblage; ii) une approche axée sur l'offre par le biais d'un processus de ciblage sélectif basé sur des critères d'éligibilité; et iii) un ciblage inclusif.

#### **Participation**

11. La participation des bénéficiaires du projet est prévue à travers plusieurs mécanismes: i) l'identification et la formulation participatives de projets rentables; ii) des autoévaluations par les bénéficiaires; iii) la présence de représentants des

producteurs pauvres au sein du comité de pilotage du projet; et iv) la participation progressive des représentants des bénéficiaires aux ateliers de planification et d'évaluation.

## **D. Objectifs de développement**

### **Objectifs clés**

12. Le but d'ensemble du projet est de contribuer au développement de l'économie rurale et de réduire les niveaux d'extrême pauvreté de la population des campagnes – femmes, hommes et jeunes – qui vit dans la région semi-aride de la Paraíba. Il s'agit d'y améliorer, de façon durable, les revenus agricoles et non agricoles, les possibilités d'emploi, les moyens de production, les capacités organisationnelles et les pratiques environnementales des bénéficiaires du projet.
13. Les objectifs spécifiques consistent à: i) développer le capital humain et social; ii) améliorer la production des petits exploitants et accentuer leur compétitivité sur les marchés; iii) lutter contre la désertification et promouvoir la gestion durable du biome de la *caatinga*<sup>1</sup>; et iv) consolider le cadre institutionnel et le système de vulgarisation dans la zone du projet.

### **Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions**

14. L'un des objectifs spécifiques est de renforcer les capacités des institutions rurales clés afin qu'elles soient à même de mettre au point des systèmes d'assistance technique et d'appliquer des politiques de développement rural dans la région semi-aride. Le principe sous-jacent est de s'attacher à consolider les organisations de producteurs et les services publics existants pour garantir la viabilité institutionnelle.

### **Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA**

15. Les objectifs et l'approche du projet sont alignés sur les politiques et le Cadre stratégique 2007-2010 du FIDA. Le projet est pleinement en phase avec l'actuel programme d'options stratégiques pour le pays, étant donné que ses éléments clés comprennent: i) une focalisation sur la zone semi-aride; ii) un groupe cible composé de producteurs et d'ouvriers ruraux pauvres travaillant dans les sphères agricoles et non agricoles, avec une attention spéciale portée aux femmes, aux jeunes et aux personnes d'ascendance africaine; iii) la création de possibilités d'emploi et de sources de revenus agricoles et non agricoles; iv) une composante de gestion des ressources naturelles qui complète le développement productif; et v) une gestion des connaissances liée à la coexistence dans des conditions semi-arides.

## **E. Harmonisation et alignement**

### **Alignement sur les priorités nationales**

16. Les objectifs du projet sont en totale conformité avec ceux du Plan pluriannuel 2008-2011 de l'État de la Paraíba. Ce plan illustre l'engagement fort du gouvernement de l'État en faveur de la réduction de la pauvreté, de l'existence dans des conditions semi-arides, de l'atténuation du processus de désertification et de l'utilisation durable des ressources naturelles.

### **Harmonisation avec les partenaires du développement**

17. Le projet proposé est conçu pour coordonner ses activités, directement ou indirectement, avec presque tous les acteurs majeurs du développement qui opèrent actuellement dans l'État de la Paraíba. Cela inclut notamment les programmes du gouvernement fédéral tels que le Programme national pour le renforcement de l'agriculture familiale (PRONAF) et le Projet de réduction de la pauvreté rurale dans la Paraíba (Cooperar) financés par la Banque mondiale.

---

<sup>1</sup> La *caatinga* est un biome des forêts sèches du nord-est du Brésil, région caractérisée par une végétation arbustive et épineuse xérique composée essentiellement de petits arbustes épineux qui perdent leurs feuilles de manière saisonnière.

## **F. Composantes et catégories de dépenses**

### **Principales composantes**

18. Le projet comprend cinq composantes: i) développement social et humain (5,1% du coût de base); ii) développement de la production et intégration à des marchés concurrentiels (80,5%); iii) gestion durable des ressources naturelles (6,5%); iv) développement institutionnel (2%); et v) unité de gestion du projet (5,9%).

### **Catégories de dépenses**

19. Cinq catégories de dépenses sont prévues: i) équipement et véhicules (2%); ii) ateliers et cours de formation (12%); iii) accords et contrats relatifs aux services techniques (4%); iv) dispositif de financement (62%); et v) charges récurrentes (20%).

## **G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats**

### **Principaux partenaires d'exécution**

20. L'organisme d'exécution sera le Secrétariat au développement agricole et à la pêche (SEDAP), tandis que la coexécution sera assurée par: i) l'Entreprise d'État d'assistance technique et de vulgarisation rurale (EMATER); ii) l'Entreprise de recherche agricole de l'État de la Paraíba (EMEPA-PB); iii) le Secrétariat au tourisme et au développement économique (SETDE); et iv) le Secrétariat aux sciences, à la technologie et à l'environnement (SECTMA).
21. Le projet créera un comité de pilotage du projet présidé par le Secrétaire du SEDAP et composé de représentants des secrétariats compétents, des producteurs ruraux pauvres, des forums territoriaux et des organisations de la société civile.

### **Responsabilités en matière d'exécution**

22. En tant qu'organisme d'exécution, le SEDAP mettra sur pied une unité de gestion du projet (UGP) qui sera responsable de la planification et de la supervision des opérations, de l'élaboration et du suivi des accords avec les organismes de coexécution, du transfert des ressources et de la préparation de rapports méthodiques. L'UGP décentralisera la gestion du projet vers six bureaux régionaux de l'EMATER, où les équipes techniques seront consolidées et comprendront du personnel issu de chaque organisme de coexécution.
23. Le Comité de pilotage aura la charge d'examiner et d'approuver le plan de travail et budget annuel ainsi que les rapports officiels à envoyer au FIDA et aux pouvoirs publics. Le comité interviendra également dans les décisions stratégiques se rapportant à l'exécution du projet.

### **Rôle de l'assistance technique**

24. Pour garantir un bon recensement des possibilités économiques et une mise en œuvre efficace des plans commerciaux, le projet renforcera l'assistance technique et le système de vulgarisation. Des partenariats seront en outre favorisés entre les organismes de recherche et de vulgarisation, les organismes privés et les organisations de producteurs, par l'intermédiaire des systèmes et réseaux privés existants et d'un appui aux services publics de vulgarisation.

### **Situation des principaux accords d'exécution**

25. Le SEDAP conclura des accords avec les organismes de coexécution que sont l'EMATER, l'EMEPA-PB, le SETDE et le SECTMA, qui se verront donner les moyens de mettre en œuvre les activités du projet dans leurs zones d'intervention respectives. Des accords et/ou contrats basés sur les résultats seront également passés avec d'autres institutions et organismes comme des universités, organisations de producteurs et organisations de la société civile.



### **Principaux partenaires financiers et montants engagés**

26. Le coût total du projet est de 49,69 millions d'USD sur six ans. Les sources de financement sont le FIDA (50,3%), l'État de la Paraíba (24,3%), le PRONAF (7%) et les bénéficiaires (18,4%).

## **H. Avantages et justification économique et financière**

### **Principales catégories d'avantages découlant du projet**

27. Les estimations préliminaires montrent qu'environ 18 500 ménages ruraux pauvres bénéficieront directement du projet, répartis comme suit: i) 14 000 petits producteurs (exploitants familiaux, mineurs modestes et artisans), grâce à la composante de développement de la production et d'intégration aux marchés concurrentiels; ii) 500 producteurs, par l'intermédiaire de la composante de gestion durable des ressources naturelles; et iii) 4 000 jeunes ruraux, dans le cadre de la composante de développement social et humain. En outre, 10 000 élèves participeront à des activités éducatives portant sur la coexistence dans des conditions semi-arides. On évalue à environ 7 800 le nombre de femmes qui bénéficieront directement des activités de développement de la production et d'enseignement technique.

### **Viabilité économique et financière**

28. Dix systèmes représentant les activités agricoles et non agricoles ont été mis au point conformément aux caractéristiques agroécologiques et au potentiel économique de la zone du projet, et l'on s'attend à ce que ce dernier ait un impact notable sur la productivité de ces systèmes. Sur cette base, le taux de rentabilité économique est estimé à 21,5% et la valeur actuelle nette à 68,3 millions d'USD pour des coûts d'opportunité de capital s'établissant à 4,2%.

## **I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement**

### **Modalités de gestion des savoirs**

29. Le projet élaborera une stratégie de communication et de gestion des connaissances, étant donné qu'il présente un potentiel de partage des savoirs et de constitution de réseaux aux niveaux de l'État et de la région. Il favorisera les échanges entre les opérations du FIDA, les projets financés par d'autres donateurs, les programmes nationaux, les institutions régionales et les autres parties prenantes concernées, en particulier dans la zone semi-aride. L'UGP mènera des activités spécifiques de partage des savoirs et le personnel du projet basé dans les bureaux locaux facilitera la transmission des informations aux organisations de producteurs et autres parties prenantes locales.

### **Innovations en matière de développement**

30. Le projet comporte plusieurs éléments novateurs: i) la priorité est donnée au renforcement de l'accès des femmes et des jeunes aux marchés du travail et/ou de leur capacité à créer des entreprises rurales; ii) l'accent est mis sur la promotion d'activités productives rurales liées aux marchés, au lieu de se concentrer sur l'infrastructure sociale et de base; iii) des fonds sont alloués à la préservation des ressources naturelles et à la lutte contre la désertification; iv) la gestion des connaissances et les systèmes de suivi et d'évaluation sont utilisés pour diffuser les savoirs; et v) l'assistance technique, le financement de l'investissement par des dons et les réserves existantes de crédit à court terme sont combinés afin de développer l'entrepreneuriat rural.

### **Approche d'élargissement**

31. Le projet étalera ses interventions dans le temps et, progressivement, il adaptera et élargira ses opérations en fonction des résultats obtenus. L'approche proposée est reproductible et pourra éventuellement être élargie à d'autres territoires de l'État de la Paraíba, de même qu'à d'autres États présentant un potentiel et des contraintes

similaires. On prêtera une attention particulière à la promotion des activités de partage des connaissances avec les autres projets financés par le FIDA.

## **J. Principaux risques**

### **Principaux risques et mesures d'atténuation**

32. Le projet est confronté à trois grands risques liés à des problèmes climatiques, commerciaux et institutionnels. Les mesures d'atténuation prévues sont les suivantes: i) assistance technique et investissements dans le domaine de la gestion des ressources hydrauliques; ii) élaboration de plans commerciaux, y compris une évaluation de marché, avant investissement, et renforcement des capacités de commercialisation des organisations de producteurs; iii) supervision directe par le FIDA, formation adaptée du personnel de l'UGP et des organismes de coexécution; et iv) mise au point d'instruments juridiques comportant des dispositions adéquates pour s'assurer que la nomination des membres du personnel et leur remplacement à terme satisferont aux exigences du FIDA.

### **Classification environnementale**

33. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B car il ne présente pas de risque notable pour l'environnement.

## **K. Durabilité**

34. La durabilité post-projet sera garantie par les éléments suivants: i) le cadre institutionnel existant, qui est fermement attaché au développement des zones semi-arides; ii) le projet lui-même, conçu pour venir en complément des politiques et programmes existants, dont la mise en œuvre sera poursuivie par les organismes publics et privés permanents après la fin du projet; iii) le développement d'associations locales autonomes; et iv) la volonté résolue des gouvernements des États et de la fédération de réduire la pauvreté rurale et de soutenir l'agriculture familiale, qui devrait assurer la disponibilité des ressources à moyen et long terme.

## **II. Instruments juridiques et autorité**

35. Un accord de financement entre l'État de la Paraíba en République fédérative du Brésil et le FIDA, et un accord de garantie distinct entre la République fédérative du Brésil et le FIDA, constituent les instruments juridiques aux termes desquels le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié et de l'accord de garantie est jointe en annexe au présent document.
36. L'État de la Paraíba en République fédérative du Brésil est habilité, en vertu des lois brésiliennes, à recevoir un financement du FIDA, et la République fédérative du Brésil est habilitée, en vertu de ses lois, à garantir le prêt.
37. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

## **III. Recommandation**

38. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à l'État de la Paraíba en République fédérative du Brésil un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à seize millions cent mille droits de tirage spéciaux (16 100 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

## **Negotiated financing agreement: "Cariri and Seridó Sustainable Development Project (PROCASE)"**

(Negotiations concluded on 21 October 2010)

### **PROJECT FINANCING AGREEMENT**

Loan Number: \_\_\_\_\_

Project Title: Cariri and Seridó Sustainable Development Project (PROCASE) (the "Project")

Projeto de Desenvolvimento Sustentável do Cariri e Seridó - PROCASE

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The State of Paraíba (the "Borrower") of the Federative Republic of Brazil

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Preamble

#### **Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2). The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, (the "General Conditions") and amended on 17 September 2010, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement, the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

2. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions set forth in this Agreement.

3. The Loan is to be guaranteed by the Federative Republic of Brazil (the "Guarantor") on terms and conditions set forth in an agreement, of even date, to be entered into by the Fund and the Federative Republic of Brazil (the "Guarantee Agreement").

#### **Section B**

1. The amount of the Loan is sixteen million one hundred thousand special drawing rights (SDR 16 100 000).

2. The Loan is granted on ordinary terms, and shall have a maturity period of eighteen (18) years, including a grace period of three (3) years starting from the date that the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal have been fulfilled (Section E paragraph 2 below). The Borrower shall repay the principal amount of the Loan in 30 (thirty) equal semi-annual consecutive instalments; the final instalment amount may vary due to rounding.

3. The Loan Service Payment Currency shall be USD.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be January 1<sup>st</sup>.
5. The Loan shall be subject to interest on the principal amount of the Loan outstanding at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate.
6. Payments of principal and interest shall be payable on each 15 May and 15 November.
7. There shall be a Project Account for the benefit of the Project, where Loan proceeds and counterpart resources shall be allocated, in a Bank acceptable by the Fund.
8. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the amount of approximately USD 12 101 000 (including taxes).

### **Section C**

1. The Lead Project Agency, who shall also assume responsibility for executing the Project (Executing Agency), shall be the "Secretaria de Estado do Desenvolvimento da Agropecuária e da Pesca - SEDAP" (Secretariat of Agricultural Development and Fisheries) of the Borrower.
2. The following, *inter alia*, are designated as additional Project Parties: the State entity in charge of agricultural research and the State entity in charge of technical assistance and rural extension.
3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date will be established as specified in the General Conditions.

### **Section D**

The Loan will be administered and the Project will be supervised by the Fund.

### **Section E**

1. The following is designated as an additional ground for the suspension of the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan: The Project Implementation Manual (PIM), or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project, and the Borrower has not taken any measures to remedy the situation.
2. The following are designated as additional (general) conditions precedent to withdrawal:
  - (a) the Guarantee Agreement shall have been duly signed, and the signature thereof by the Guarantor shall have been duly authorised by all necessary administrative and governmental action;
  - (b) the IFAD no objection to the final version of the Project Implementation Manual shall have been obtained;

- (c) the IFAD no objection to the establishment of the PMU shall have been obtained; and
- (d) the Project Account shall have been opened; and
- (e) the no objection of IFAD to the appointment of the Project Coordinator shall have been obtained, bearing in mind his/her professional qualifications and experience.

3. Any amendment(s) to this Agreement shall only be made by mutual agreement between the Borrower and the Fund, after having obtained the Guarantor's concurrence to such amendment, including the Project Completion Date and the Financing Closing Date.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

The President  
International Fund for  
Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

For the Borrower:

The Governor of the State of Paraiba  
Palácio da Redenção  
Praça Presidente João Pessoa s/n Centro  
58013-140 – João Pessoa-PB, Brasil

This agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund, two (2) for the Borrower and one (1) for the Guarantor.

\_\_\_\_\_  
For the Fund  
(insert name and title)

\_\_\_\_\_  
For the Borrower  
(insert name and title)

## Schedule 1

### *Project Description and Implementation Arrangements*

#### I. Project Description

1. *Target Population.* The Project's target population is constituted by approximately 18,500 households whom will directly benefit from the project: 14,000 small producers (family farmers, small miners and artisans) through the Productive Development Component, 450 through the Sustainable Management of Natural Resources Component, 50 small producers' representatives to be trained within the Institutional Development Component, 4,000 rural youngsters to be benefited by the fellowship programme included in the Human and Social Capital Development Component; additionally, approximately 10,000 pupils will participate in the educational activities regarding coexistence with the semi arid environmental conditions. The project area is constituted by 55 municipalities which compose the microregions of Cariri Oriental, Cariri Occidental, Seridó Oriental, Seridó occidental e Curimataú Occidental.

2. *Goal.* The Project *overall goal* is to contribute to the development of rural economy and to reduce extreme poverty levels of the rural population living in the semi-arid region of Paraíba. The *purpose* of the Project is, *inter alia*, to improve in a sustainable manner the on-farm and off-farm income, productive assets, organizational capacities and environmental practices of the Project's beneficiaries in Paraíba's semi-arid region.

3. *Objectives.* The specific objectives of the Project are: (a) to develop human and social capital by supporting the technical and vocational training of young people; (b) to improve smallholders' production and to support their market competitiveness, by strengthening participatory extension systems, beneficiaries' organizations, and relevant productive activities and by setting-up co-operative rural industries that add value to local products; (c) to combat desertification and to promote the sustainable management of the caatinga biome in the project area, through adequate environmental education and training, reforestation of the caatinga, dissemination of agro-forestry systems, and knowledge sharing on coexistence with semiarid conditions; and (d) to strengthen the institutional framework of the territories of the project area through the provision of technical assistance and training to councils, forums and other local organizations that can help to improve local development governance and project objectives.

4. *Components.* The Project shall consist of the following Components: (1) Development of Human and Social Capital; (2) Productive Development and Competitive Market Insertion; (3) Sustainable Management of Natural Resources and Combating Desertification; (4) Institutional Development; and (5) Project Management.

#### **Component 1: Development of Human and Social Capital**

This component will focus on the development of personal, technical and organizational capacities and skills with special attention to youngsters, women heading households and ethnic groups, particularly *quilombolas*. This component will support young men and women, in acquiring new skills, developing on-farm and off-farm businesses and accessing labour markets in better conditions. This will be achieved by supporting and expanding the access to relevant training and educational facilities existing in the Project Area. The component is basically composed of a "fellowship programme" for youngsters that will finance rural and non-rural activities and support the development of small business plans.

## **Component 2: Productive Development and Competitive Market Insertion**

The Project will focus its support on the following productive activities: (a) goats/sheep dairy and meat production; (b) handicraft's production; (c) capacity building and strengthening of small rural producers' organizations involved in small mining activities; and (d) other value-chains such as sisal, cashew nut and various fruits production and transformation.

In order to ensure a smooth implementation, the Project will phase its intervention by value-chains, taking into account both the level of productive development of the value chain and the maturity of the producers' organizations.

The component will include the following subcomponents:

2.1. *Support to producers' organizations.* The subcomponent aims at fostering the collective/associative action of producers' groups and community organizations so as to allow them to access goods and services they may not access individually. This subcomponent will strengthen producers' groups and community organizations' capacities related to economic and social management, rural development planning, projects' formulation, collective/associative assets management, accounting, administrative and legal information, and leadership.

2.2. *Technical assistance and extension services and training.* The Project will finance the provision of technical assistance and extension services, focusing on the following issues:

- (a) Improving productivity of both primary and processed agricultural and non-agricultural production, by transferring and diffusing enhanced techniques and technologies, especially those adapted to the semi-arid conditions. This subcomponent will particularly strengthen the knowledge transfer from the research centres to the technical assistance organizations.
- (b) Improving the managerial and organizational capacities of producers' groups, including associative governance, cooperative business management, accounting and financial management.
- (c) Improving marketing capacities of producers' organizations including: i) market intelligence to identify market opportunities and define penetration strategies; ii) bargaining and management of input and output marketing contracts; iii) management of market-oriented supply chain, including standards and quality requirements, product packaging, etc.; iv) management and dissemination of market information; and v) promotion and advertisement, amongst others.

2.3. *Agricultural Research and Technology Transfer.* The subcomponent will finance the acquisition of selected embryos of goat and sheep, female goat, sheep to implant the embryos, a travelling caravan for goats and sheep technology transfer, and veterinary inputs. The subcomponent will also finance the implementation of cashew nurseries and workshops on cashew technologies.

2.4. *Productive Investment Facility.* The financial resources to be allocated to producers' organizations will be channelled through a Productive Investment Facility (PIF). The PIF will be managed by the PMU under the supervision of the PIF Executive Board and shall follow specific rules formalized in the Project Implementation Manual (PIM). Investments will be financed on a grant basis, including financing for farm level investments, as well as processing plants and other facilities. The project will support the producers' cooperatives and apex bodies to ensure an adequate management and

ownership of the processing facilities. To this end, the project will focus on strengthening their capacities regarding collective governance, organization, business management and provision of marketing and technical services to their members. The project will also finance investments for water supply such as the drilling and recovery of selected wells for human and animal consumption, the construction of surface and groundwater dams and water infrastructure for small irrigated orchards.

2.5. *Access to Short-term credit.* The implementation of improved technologies for the different activities may require additional resources for financing incremental operative costs. The project will support, through technical assistance activities and partnerships, the links with other providers of financial resources in order to facilitate producers' access to short-term credit.

### **Component 3: Sustainable Management of Natural Resources and Combating Desertification**

The component aims to: (i) support the fight against desertification and promote sustainable management of the Caatinga biome in the project area; (ii) support the dissemination of environmentally sustainable practices within productive activities and value-chains; and (iii) support the rural poor to co-exist and take advantage of the semi-arid environment in which they live.

In order to accomplish these aims, the component will mainly finance: (i) environmental education; (ii) training of extensionists and rural development agents; (iii) reforestation of the caatinga by setting up agro-forestry systems, participative experimental units which could benefit from payment for environmental services, and seed banks of native and exotic species; (iv) support to rural businesses in fulfilling their environmental legislation requirements as part of the business plans implementation; and (v) knowledge sharing with regards to co-existence with semi-arid conditions. The reforestation of the caatinga specifically aims to recover degraded areas and raise the capacity for pasture in small farmers' properties; reforestation will be associated with environmental improvements (erosion control, water conservation systems, etc.) and the reduction of economic vulnerability with the introduction of useful plant species for human or animal consumption.

### **Component 4: Institutional Development**

This component aims at supporting the improvement of the management capacities and working conditions of the governmental and non-governmental organizations (community associations, cooperatives, NGOs, etc.) involved in project implementation. In this sense, the subcomponent will strengthen the capacity of project stakeholders to formulate and implement rural development projects for the semi-arid region.

The first line of intervention will consist in carrying out training and workshops on issues related to local and territorial development methodologies, local governance and social participation. The second line of activities will consist of improving the capacities of the co-executing and partner agencies in implementing the project, emphasis being given to result-based management, monitoring and evaluation, planning methodologies and the management of agreements and contracts, especially with service providers.

### **Component 5: Project Management**

The project will finance the establishment and operations of the Project Management Unit (PMU) within the SEDAP, as well as the establishment and operations of the Monitoring and Evaluation (M&E) system. The M&E System would be part of the PMU and



will be integrated into the Secretariat of Planning M&E system. This Secretary will also supervise the evaluation activities.

## **II. Implementation Arrangements**

### **1. The Lead Project agency**

The Secretariat of Agricultural Development and Fisheries of the borrower (SEDAP), in its capacity as lead project agency, will be responsible for executing the Project. The SEDAP will be responsible for Project management operations including, among other tasks, planning, approval of the Annual Working Plan and Budget (AWPB), monitoring, establishing and monitoring agreements with co-executing agencies, transferring resources, preparing periodic reports concerning Project activities to be sent to IFAD and governmental authorities. The SEDAP will chair the Project Steering Committee.

THE SEDAP will also support the necessary articulations of the Project at the political level including the federal, state and municipal public sector, as well as with international counterparts.

### **2. The Project Management Unit (PMU)**

A Project Management Unit (PMU) will be formally established within the SEDAP, with financial and managerial autonomy framed by existing legal regulations. The PMU will prepare the AWPB, directly execute several activities under the project, and will supervise the effective implementation of the co-executing agencies' work plans. The PMU will decentralize project management through the State entity in charge of technical assistance and rural extension's regional offices located in the territories of Seridó Ocidental, Seridó Oriental, Cariri Ocidental, Cariri Oriental and Curimataú, which constitute the project area. In these regional offices the technical teams will be strengthened and will include staff from each co-executing agency. These regional offices will coordinate and articulate the field activities with all co-executing and partner agencies, and any other development institutions with which relevant synergies could be developed, as well as with the municipal sustainable rural development councils (conselhos municipais de desenvolvimento rural sustentável).

The PMU will include an administrative and financial manager, an officer responsible for each project component and it will be headed by a Project Coordinator. The Project Coordinator shall be appointed by the SEDAP, as provided in section E Paragraph 2.e) of the Project Financing Agreement. The terms of reference and the professional requirements for the Project Coordinator and the PMU staff will be agreed upon with the Fund. The Project Coordinator shall be responsible for the day to day management of the Project, including planning, monitoring, transferring resources and following-up with the co-executing agencies, and preparing reports concerning Project activities, amongst others.

### **3. The Project Steering Committee (PSC)**

The project will establish a Project Steering Committee (SC) chaired by SEDAP and composed of representatives of State entities and Federal entities. Representatives of the beneficiaries of the project will be invited to participate. The composition of the Steering Committee shall be specified in the PIM. The Steering Committee will intervene in strategic decisions for project implementation. It will also review and make suggestions to the Annual Working Plan and Budget, and comment the official reports of activities.

#### **4. Implementation Coordination**

The SEDAP will agree on Implementation Arrangements with the State Secretariats and/or their decentralized bodies in charge of economic development, science, technology, water resources and environment for: (i) the fellowship programme for rural youngsters (component 1); (ii) the capacity building and strengthening of small rural producers' organizations involved in small mining activities (component 2); (iii) the development of the leather industry (component 2); and iv) the execution of the Natural Resources Management Component (component 3).

These arrangements will establish, on general and on annual basis, the responsibilities of each Secretariat, a result-based program of work and the goals to be achieved.

#### **5. Implementation Agreements**

The participation of the co-executing agencies will be carried out under Implementation Agreements concluded between the Borrower, through SEDAP, with each co-executing agency. Disbursement of funds to the co-executing agencies will be subject to formalization of the respective implementation agreement. These agreements will include, on a general and on an annual basis, a result-based working plan, the expected results and goals and the financial resources to be provided to these agencies.

The State agency in charge of technical assistance and rural extension will be responsible for the activities related to the development of producers' organizations, the agricultural value-chains and part of the handicraft sector (such as *renda renascença*). It will also execute and supervise the activities linked to the Natural Resources Management Component. It will provide human and technical resources for promoting producers' organizations, organising and co-ordinating the extension teams in every "value chain" to be served by the project, as well as supervise, with SEDAP, the extension services to be provided by private agents.

The State agency in charge of agricultural research and technology transfer will be responsible for the activities related to research and the transfer of technology in the agricultural value chains to be supported by the project.

#### **6. The Executive Board of the Productive Investment Facility.**

The management of the Productive Investment Facility (PIF) will be carried out under specific rules and procedures to be formalised in PIF Regulations included in the Project Implementation Manual. The project will set up an Executive Board of the PIF. This Board will be chaired by the SEDAP and shall be composed of members with voting rights. Members without voting rights may be invited to participate. The Project Coordinator will be the Technical Secretary of the Board which will meet at least 3 times a year to analyze and eventually approve business plans, investments proposals, and decide on strategies, priorities, guidelines and other relevant matters for PIF operation, as provided in the PIM.

#### **7. Project Implementation Manual**

The SEDAP shall execute the project as provided for in the PIM, which shall provide, amongst others, rules related to the eligibility criteria for beneficiaries, monitoring and evaluation procedures, implementation strategy, the regulations for the PIF and the procedures for the financial management of the project.

The SEDAP may propose modifications to the PIM which will be effective only after the no objection of the Fund.

## **8. Taxes**

The proceeds of the Loan shall not be used to pay taxes. Taxes shall be covered by the counterpart financing of the Borrower.

## Schedule 2

### *Allocation Table*

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category of expenses	Amount Assigned of the Loan (in SDR)	% of eligible expenses to be financed by IFAD
I. Equipment and Vehicles	540 000	83% of total expenditure or 100% net of taxes
II. Training - Courses and Workshops	1 300 000	40% of total expenditures
III. Agreements and Contracts for Technical Services		
(a) Technical Assistance, Audits and Studies and Agreements with Public Institutions	950 000	87% of total expenditures
IV. Financial Facility		
(a) Productive Investment Facility	8 100 000	83% of total expenditures
(b) Environmental Facility	500 000	56% of total expenditures
V. Recurrent Costs		
(a) Payments towards PMU personnel, Extensionists and Local Development Agents (ADL)	2 380 000	51% of total expenditures
(b) Operating costs	720 000	60% of total expenditures
VI. Unallocated	1 610 000	
<b>TOTAL</b>	<b>16 100 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- i. Equipment and Vehicles for the PMU and for the co-executing agencies, includes: equipment and vehicles like motorcycles, pick ups, sedan vehicles, computers, printers, telephones, photocopiers, scanners, TVs, chicken incubators, office furniture and other office equipment.
- ii. Training includes: courses and workshops for PMU staff, co-executing agencies, services providers and project beneficiaries. Divulgence material is excluded.
- iii. Agreements and contracts for technical services includes: agreements and contracts for the provision of technical assistance services, audits, studies and an agreement with the Secretariat of Planning for the project external evaluation.

- iv. Financial Facility includes:
    - a. Productive Investment Facility: non refundable investments in small farms, family enterprises and cooperative rural industries including plantations, equipment, productive assets, improvements in infrastructure and other investments directly related to the productive activities to be supported by the project. Physical investments in small mining are excluded.
    - b. Environmental Investment Facility: non refundable investments and maintenance of Agro Forestry Systems and Participative Experimental Units.
  - v. Recurrent Costs.
    - a. Payments towards Local Development Agents (ADL), PMU staff and extensionists.
    - b. Operating Costs: maintenance of equipment and vehicles, insurances, rentals, and office miscellaneous. Exclude gasoline, oil and electricity.
2. *Start-up Costs.* Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs (equipment, training, technical services, payments toward ADL, PMU personnel and extensionists and operating costs categories) incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of USD 150 000, in the following amounts per category:
- (a) Equipment: up to USD 35 000
  - (b) Training: up to USD 35 000
  - (c) Technical services: up to USD 25 000
  - (d) Payments towards ADL, PMU personnel and extensionists: up to USD 35 000
  - (e) Operating costs: up to USD 20 000

## GUARANTEE AGREEMENT

[Loan Number: \_\_\_\_\_]

Project Title: Carirí and Seridó Sustainable Development Project (PROCASE) (the "Project")

Projeto de Desenvolvimento Sustentável do Carirí e Seridó - PROCASE

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Federative Republic of Brazil (the "Guarantor")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

### Section A

1. The following documents collectively constitute an integral part of this Agreement: this document, the Project Financing Agreement (the "Financing Agreement") of even date herewith between the Fund and The State of Paraíba of the Federative Republic of Brazil (the "Borrower"), and The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, and amended on 17 September 2010 (the "General Conditions"). For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions and the Financing Agreement have the respective meanings set forth therein.

2. By virtue of the Financing Agreement, the Fund has agreed to extend to the Borrower a loan of sixteen million one hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 16 100 000) on the terms and conditions set forth in the Financing Agreement, but only on condition that the Guarantor agrees to guarantee the payment obligations of the Borrower in respect of such Loan, as provided in this Agreement;

3. The Guarantor, in consideration of the Fund entering into the Financing Agreement with the Borrower, has agreed to guarantee such payment obligations of the Borrower, and agrees to remain fully bound until full payment of such obligations, provided that the Borrower has previously obtained the approval of the Guarantor to any modifications or amendments to the "Financing Agreement".

4. The Guarantor hereby unconditionally guarantees, as primary obligor and not as surety merely, the due and punctual payment of the principal of, and the payment of interest and other charges on, the Loan due under the Financing Agreement.

### Section B

1. In the event of default by the Borrower, the Fund shall not be required to exhaust its remedies against the Borrower prior to enforcing its rights against the Guarantor.

**Section C**

1. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund

The President  
International Fund for  
Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy  
Brasil

For the Guarantor:

The Minister of Finance  
Procuradoria-Geral da Fazenda  
Nacional  
Esplanada dos Ministérios, Bloco P,  
8º andar - 70048-900, Brasília, DF,  
  
Fax (55 61) 3412-1740

This agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and one (1) for the Guarantor and two (2) for the Borrower.

\_\_\_\_\_  
For the Fund  
(insert name and title)

\_\_\_\_\_  
For the Guarantor  
(insert name and title)

## **Key reference documents**

### **Country reference documents**

*Carta Consulta* approved by the Federative Government of Brazil: *Projeto de Desenvolvimento do Cariri e Seridó: PROCASE*. May 2008.

Government of Paraíba: Multi-year Plan 2008-2011

Caprinocultura, estudio previo proyecto Paraíba, Sep-08

### **IFAD reference documents**

Project design document and key files

Results-based COSOP 2008

Administrative Procedures on Environmental Assessment



# Logical framework

Narrative	Indicators (RIMS in italics)	Means of verification	Assumptions and Risks
<b>Goal</b> Rural economy of Paraiba's semi-arid region developed and poor rural households reduced their poverty levels	<ul style="list-style-type: none"> <li>20% of households with improvements in household assets ownership index</li> <li>10% reduction in the prevalence of child malnutrition, by gender (h/a, w/a, w/h)*</li> <li>Gross Domestic Product of Paraiba's semi-arid region grew by 5%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project Baseline Survey</li> <li>Mid-term and final results and impact evaluation</li> <li>National statistical data (IBGE)</li> </ul>	
<b>Purpose</b> Project beneficiaries in Paraiba's semi-arid region sustainably improved their farm and off-farm income, productive assets, organizational capacities and environmental practices	<p><b>18 500 households directly benefited from project services</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>75% of beneficiary households increased both average farm and off-farm income by 20%</li> <li>10% annual increase in volumes and values of marketed products supported by the project, by product</li> <li>80 % of agricultural and non agricultural businesses operate profitably after three years</li> <li>4 300 jobs created by the economic activities supported by the project</li> <li>Rural extension institutions are able to attend 15 200 rural poor families</li> <li>225 hectares of caatinga under good NRM practices</li> <li>At least 80% of the producers' organizations supported by the project participate in territorial forums and councils</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Local business register</li> <li>Project Baseline Survey</li> <li>Mid-term and final evaluation</li> <li>Project's Management Information System</li> <li>Co-executing agencies' reports</li> <li>Systematizations of experiences</li> <li>Specific studies on local economic activities</li> <li>Participative beneficiaries' evaluations</li> <li>National statistical data (IBGE)</li> <li>Labour information system</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Droughts</li> <li>Land access and tenancy facilitated by GOB</li> <li>Social infrastructure continue to be provided by the GOB</li> <li>Targeted markets absorb incremental production</li> <li>Policies to strengthen public extension services maintained</li> <li>Land access problems</li> </ul>
<b>Component 1. Human and social development</b>			
<b>Output 1.</b> Youngsters, men and women, benefited from technical and entrepreneurship education for better insertion in labour market and to develop businesses	<ul style="list-style-type: none"> <li>4 000 rural poor youngsters jovens (50% of women) receive fellowship (US\$ 400 each) to attend technical and entrepreneurship training</li> <li>1 200 youngsters (50% of women) benefited from US\$ 400 fellowship to design business plan</li> <li>80% of the youngsters who designed business plans have access to financing sources to implement their project</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mid-term and final evaluation</li> <li>Project's MIS</li> <li>Co-executing agencies' reports</li> <li>Participative beneficiaries' evaluations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>SECTMA does not establish the necessary partnerships to implement the program</li> <li>Technical education programs inadequate to labour market demand</li> </ul>
<b>Component 2: Productive development</b>			
<b>Output 2.</b> Rural poor producers supported to improve their organizational capacities, design and implement productive projects and improve their access to markets  <b>Output 3.</b> Small producers access to technical assistance and financial resources to improve agricultural and no-agricultural production	<ul style="list-style-type: none"> <li>11 600 farmers, 1 400 small miners and 1 000 artisans, organized in at least 54 associations and cooperatives, benefited from training and technical assistance on organizational strengthening</li> <li>Producers' associations and cooperatives develop at least 2 second-tier cooperatives to provide marketing and technical assistance services to their members</li> <li>14 000 small producers (40% of women and 20% of women heading households) trained in agricultural and non agricultural production techniques (disaggregated by production and gender)</li> <li>32 extension officers supervise 200 local development agents (50% of women)</li> <li>USD 25.8 million from the Productive Investment Fund are allocated to 11 200 small producers trough the Business Plans, by production</li> <li>11 200 small producers receive USD 3.25 million to finance short-term credit (including PRONAF)</li> <li>36 agricultural and non agricultural businesses supported for better insertion in the markets</li> <li>At least 700 women artisans receive technical assistance and financial resources to develop their businesses</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mid-term and final evaluation</li> <li>Specific studies of local economic activities</li> <li>Project's (MIS) and AWPB</li> <li>Technical partners' reports</li> <li>Systematizations of experiences</li> <li>Beneficiaries' evaluations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Local participation policies maintained</li> <li>Droughts</li> <li>Co-operative mismanagement</li> <li>Grassland expansion in caatinga</li> <li>Negative impacts of mining industries</li> <li>Land access and tenancy facilitated by GOB</li> <li>Policies to strengthen public extension services maintained</li> <li>Targeted markets absorb incremental production</li> </ul>
<b>Component 3. Natural resources management and mitigation of desertification</b>			
<b>Output 4.</b> Sustainable management of natural resources promoted, including techniques and knowledge to mitigate desertification process	<ul style="list-style-type: none"> <li>450 producers trained and financed to establish 450 agro-forestry systems and 30 demo units</li> <li>A pilot system for payments for environmental services to small producers set up</li> <li>At least 80% extension officers and local development agents trained in natural resources management techniques (50% of women)</li> <li>150 school teachers trained in natural resources management techniques attending 10 000 pupils (50% of women)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mid-term and final evaluation</li> <li>Specific studies on NRM</li> <li>Project's (MIS) and AWPB</li> <li>Technical partners' reports</li> <li>Systematizations of experiences</li> <li>Beneficiaries' evaluations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Droughts</li> <li>Land access and tenancy facilitated by GOB</li> <li>Present policies to strengthen public extension services maintained</li> </ul>
<b>Component 4. Institutional strengthening</b>			
<b>Output 5.</b> Rural institutions supported to strengthen their capacities regarding provision of technical assistance and implementation of rural development policies in the semi-arid region	<ul style="list-style-type: none"> <li>Staff of project partner agencies, representatives from municipal councils and producers' organizations attend 27 training events on territorial planning, rural development and participative local governance</li> <li>5 successful development experiences systematized</li> <li>6 consortiums workshops organized</li> <li>50 small producers' representatives trained on rural development issues (50% of women)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mid-term and final evaluation</li> <li>Project's (MIS) and AWPB</li> <li>Systematizations of experiences and case studies</li> <li>Policy and strategy documents produced</li> <li>Beneficiaries' evaluations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Local governance and local participation policies and legislation maintained</li> </ul>
<b>Component 5. Project management, monitoring and evaluation</b>			
<b>Output 6.</b> Effective project management unit established and operational	<ul style="list-style-type: none"> <li>3 regional offices are set-up and composed by staff from EMATER, SETDE and SECTMA</li> <li>Supervision mission rate project technical and financial management as satisfactory</li> <li>At least 70% of interventions/activities effectively implemented as planned in AWPB</li> <li>At least 40% of project staff are women</li> <li>Project MIS and M&amp;E system operational (baseline survey, RIMS, participatory evaluations, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project's MIS</li> <li>Audit reports</li> <li>Supervision reports</li> <li>Technical partners' reports and M&amp;E system</li> <li>Project AWPB</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Changes in Government might imply staff turn-over</li> <li>The PMU is adequately trained to implement the project</li> </ul>